



Interview Sarah El Haïry : "Le Service national universel est victime de son succès"

SNU en Île-de-France, Conseil national de la refondation... Actu Paris s'est entretenu avec la secrétaire d'État chargée de la Jeunesse.

Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse, en déplacement au Plessis-Tréville, dans le Val-de-Marne.(©CM/actu Paris)

Mercredi 24 mai 2023, actu Paris avait suivi Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la Jeunesse, en déplacement au Plessis-Tréville (Val-de-Marne). Elle y rencontrait des élèves des collèges et lycées d'Île-de-France afin d'écouter leurs suggestions dans le cadre du CNR Jeunesse [Conseil national de la refondation].

Lors de cet entretien avec Sarah El Haïry, nous avons tenté d'en savoir plus sur les suites politiques de ce dispositif. Nous avons également évoqué le très discuté Service national universel (SNU) dont la secrétaire d'État à la charge : sa popularité en Île-de-France, et singulièrement en Seine-Saint-Denis.

Actu : Que reprenez-vous de cette matinée passée en compagnie des collégiens et lycéens au Plessis-Tréville

Sarah El Haïry : Je retiens d'abord la diversité, la richesse des échanges et les propositions formulées par les jeunes qui tranchent avec certaines visions qui enferment la jeunesse dans des stéréotypes. Cette diversité est très marquée lorsqu'on évoque le vote à 16 ans ou celle du permis de conduire qui sont des priorités pour les uns et pas pour les autres.

Dans le cadre de ces rencontres, nous avons donné la possibilité aux jeunes de voter pour prioriser les enjeux et les mesures qui leur tiennent le plus à cœur. Cette expression par le vote permet de comprendre quelles sont les bases communes et les spécificités des jeunes selon leur lieu de vie, leur âge, leur histoire et leur parcours. Un jeune du Pays de la Loire n'a pas exactement les mêmes préoccupations et les mêmes aspirations qu'un jeune d'Île-de-France.

Justement, comment vont se traduire les remontées et les propositions faites par les élèves ce jour-là ?

SH : "Ta priorité, ta voix" est une tournée dans les territoires, qui apporte une perspective complémentaire, aux riches échanges menés dans le cadre du CNR jeunesse piloté par la Première ministre. L'enjeu est de s'immerger dans la vie quotidienne des adolescents. J'adresserai au président de la République et à la Première ministre, une synthèse de ces rencontres pour nourrir les conclusions du CNR jeunesse.



Concrètement, ce Plan jeune va prendre forme sur le plan législatif ?

SH : Les mesures seront détaillées sous forme réglementaire, législative ou encore via des circulaires. Mais il est encore trop tôt pour entrer dans les détails.

La semaine dernière, vous étiez en compagnie de jeunes du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne dans le cadre de votre tournée régionale en Île-de-France. Quid des élèves de Seine-Saint-Denis qui n'ont pas eu voix au chapitre et qui ont sûrement des revendications différentes ?

SH : Nous consultons la jeunesse dans sa diversité. Nous sommes allés à Arras ou à Marseille, qui comportent aussi des quartiers populaires. Dans le cadre de mes fonctions, j'échange toutes les semaines avec des jeunes, qu'ils viennent de Seine-Saint-Denis, de Côte-d'Or ou du Tarn-et-Garonne.

Ne réduisons pas les jeunes à leur lieu de vie ! En Seine-Saint-Denis, il y a autant d'adolescents que de situations : un jeune qui va en classe prépa, un autre qui peine à trouver une alternance... Je rappelle que tous les jeunes peuvent participer en direct au CNR Jeunesse sur internet.

Nous voulions aussi évoquer avec vous le Service national universel en Île-de-France. Rencontre-t-il son public ?

SH : La dynamique est très positive. En 2022, en Île-de-France, 5 200 jeunes sont partis alors qu'ils étaient à peine 1600 en 2021. Nous poursuivons son plein déploiement.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Qu'est-ce que le SNU peut apporter aux jeunes qui vivent dans des territoires qui décrochent socialement comme la Seine-Saint-Denis ?

SH : En Seine-Saint-Denis, près de 600 jeunes ont participé et adhéré au SNU en 2022. Cette année, les inscriptions augmentent encore. Ils doivent bénéficier des mêmes chances que les autres. Au sein du même du SNU, il y a une égalité réelle à laquelle contribue le port de l'uniforme. Les jeunes vivent une même expérience, font les mêmes efforts : il n'y a pas de pass VIP. Mais on ne va pas se leurrer, cela ne gomme pas toutes les inégalités.

L'une des ambitions du SNU est de permettre à tous les jeunes de découvrir les opportunités de s'engager et ce que l'engagement peut apporter à chacun. Nous voulons créer du commun entre les adolescents, qu'ils viennent de l'Hérault ou de Seine-Saint-Denis. On vise à ce que chaque jeune ait la chance de vivre une expérience de mixité sociale et territoriale.

Mais ces jeunes qui décident de recourir au SNU, est-ce qu'ils n'ont pas un profil sociologique favorable à un tel engagement ? Il a été souligné que beaucoup d'entre eux avaient justement des proches dans les corps en uniforme...

SH : Dans les premiers temps du SNU, c'est vrai que beaucoup de jeunes venaient de familles qui étaient de près ou de loin liées aux hommes et aux femmes qui ont servi en uniformes. Ils étaient 30 %. Aujourd'hui, c'est en train de se rééquilibrer grâce à la



massification du dispositif. Ce taux approche désormais 20 à 23 % des participants au niveau national.

Selon Politis, la création de « classes d'engagement » dans les lycées est envisagée. Ce dispositif basé sur le volontariat individuel s'ajouterait à la forme actuelle du SNU. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

SH : Des informations ont fuité au cours de consultations bilatérales avec des organisations syndicales de l'Éducation nationale et de la jeunesse. Le dispositif n'est pas encore stabilisé. L'objectif est simple : permettre, sur la base du volontariat, d'inscrire le SNU dans le cadre d'un projet pédagogique d'engagement. Pour les établissements qui souhaiteraient porter un tel projet, le séjour de cohésion sera proposé aux élèves.

Je suis favorable à l'idée de proposer une nouvelle modalité d'engagement, le SNU est victime de son succès, et ce, malgré les attaques de l'opposition. Cet été, de nombreux jeunes sont sur liste d'attente pour participer à un séjour de cohésion.

Il n'y a pas une volonté de rendre le dispositif plus incitatif grâce à des coups de pouce ?

SH : On étudie effectivement des possibilités, cela pourrait être une aide financière pour passer le BAFA. Tout cela sera arbitrée après la période de préparation budgétaire. Je veux valoriser l'engagement. C'est une manière de récompenser ces jeunes qui prennent sur leur temps personnel pour accomplir des missions de bénévolat.

Je considère que cela fait partie de notre promesse méritocratique.

Est-il envisageable de rendre le SNU obligatoire à ce stade ?

SH : Toutes les hypothèses sont ouvertes. Une obligation nécessiterait un débat parlementaire. C'est un magnifique projet de société qui mérite d'être examiné par la représentation du peuple

Suivez toute l'actualité de vos villes et médias favoris en vous inscrivant à Mon Actu.

